

GLOBAL DEVELOPMENT AND ENVIRONMENT INSTITUTE

DOCUMENT DE TRAVAIL NO. 13-02

**Le Keynésianisme “vert”:
Au-delà des paradigmes standards de la croissance**

Jonathan M. Harris

Février 2013

Version française par Anne-Marie Codur

Tufts University
Medford MA 02155, USA
<http://ase.tufts.edu/gdae>

Voir la liste complète des documents de travail sur notre site web
http://www.ase.tufts.edu/gdae/publications/working_papers/index.html

Résumé

Le tsunami de la crise financière mondiale a porté dans sa vague un renouveau du Keynésianisme. D'un point de vue pratique, les gouvernements se sont tournés vers les mesures de politiques keynésiennes afin d'éviter l'effondrement économique. D'un point de vue théorique, les économistes standards ont dû, à contrecœur, commencer à porter attention aux perspectives keynésiennes qui avaient jusque là été marginalisées au profit des théories néo-classiques.

Ce renversement tant théorique que pratique s'est produit alors que les questions écologiques, au premier rang desquelles le changement climatique mondial, appelaient plus que jamais l'attention sur la nécessité d'explorer des trajectoires de développement alternatives. Il existe désormais un réel potentiel d'émergence d'un “Keynésianisme vert” – combinant les politiques fiscales keynésiennes avec des objectifs environnementaux.

Cependant, il existe aussi des tensions entre le Keynésianisme et la mouvance de l'économie écologiste (Ecological Economics). Le Keynésianisme traditionnel prône la croissance économique alors que l'économie écologiste met en avant les limites à la croissance. Les politiques d'expansion qui sont nécessaires pour faire face à la récession peuvent entrer en conflit avec les objectifs de réduction de la consommation de ressources naturelles et d'énergie, ainsi que de réduction des émissions de dioxyde de carbone. En outre, les problèmes de déficit de long-terme et de dette remettent en cause la mise en œuvre de politiques fiscales expansionnistes.

Cet article explore les possibilités pour qu'un Keynésianisme écologiste s'affirme tant dans le champ théorique que dans la pratique politique, et comment on peut en résoudre les contradictions apparentes afin que les politiques keynésiennes écologistes puissent offrir des solutions à la fois à la stagnation économique et aux menaces écologiques mondiales.

Le Keynésianisme “vert”: Au-delà des paradigmes standards de la croissance

Jonathan M. Harris

Une Réinterprétation de la vision Keynésienne

“Les énormes tares de l’économie dans laquelle nous vivons résident dans son échec à pourvoir le plein-emploi et dans sa distribution arbitraire et inéquitable de la richesse et des revenus.”

-- John Maynard Keynes, *La Théorie Générale*, 1936

“Nous sommes embringués dans un borbier colossal, en nous étant maladroitement mêlé de contrôler une machine au mécanisme très délicat et dont nous ne comprenant pas le fonctionnement. Il en résulte que nos possibilités de prospérité sont probablement gâchées pour un certain temps – qui pourrait s’avérer très long.”

-- John Maynard Keynes, *La grande crise de 1930*

“L’économie Keynésienne demeure le meilleur cadre de pensée que nous ayons pour appréhender les récessions et les dépressions.”

-- Paul Krugman, “How Did Economists Get it So Wrong?” 2009

Le tsunami de la crise financière mondiale a porté dans sa vague un certain renouveau du Keynésianisme. D’un point de vue pratique, les gouvernements se sont tournés vers les mesures de politiques keynésiennes afin d’éviter l’effondrement économique. D’un point de vue théorique, les économistes standards ont dû, à contrecœur, commencer à porter attention aux perspectives keynésiennes qui avaient jusque là été marginalisées au profit des théories néo-classiques. Dans un article récent, Paul Krugman remarque que “non seulement ce genre de querelle remonte à plus de 75 ans et s’exprime en des termes que Keynes avait alors à affronter mais encore sommes nous aujourd’hui - de manière oh combien frustrante! – face à une situation très semblable aux années 30.” (Krugman, 2011).

Le “borbier colossal” dont parlait Keynes semble bien décrire l’état de confusion et de stupéfaction dont ont été frappés les économistes comme les décideurs politiques au cours des événements de 2007-2009, et continue à être d’actualité alors que la reprise économique n’est pas au rendez-vous et que l’on craint un taux de récession à deux chiffres. Pour les économistes écologistes, la métaphore de l’apprenti sorcier se mêlant maladroitement de contrôler les mécanismes délicats d’une machine subtile, prendra sans doute un autre sens, alors que l’on constate les dommages subis par les écosystèmes – et dont on ne comprend encore que partiellement l’ampleur – et qui ont été causés par une croissance économique immodérée. Mais les remèdes préconisés par le Docteur Keynes – l’intervention de l’Etat au travers des politiques fiscales et monétaires afin de reconstruire la demande agrégée et de rétablir la confiance des agents économiques – peuvent-ils être réinterprétés dans un sens écologique ?

La crise financière et économique a eu pour effet d'éclipser les questions environnementales majeures dans le débat public. Mais ces questions sont en fait de plus en plus urgentes. Les preuves scientifiques venant à l'appui de la thèse du changement climatique induit par des causes humaines, sont, depuis quelques années, de plus en plus nombreuses et convaincantes, les possibilités d'évènements catastrophiques à venir sont de plus en plus probables, et les recommandations des scientifiques appelant à la nécessité de réduire les émissions de CO₂ sont de plus en plus drastiques. Le manque d'eau, la perte des espèces vivantes, la pollution des océans et le déclin des ressources halieutiques, ainsi qu'une longue liste d'autres questions préoccupantes, deviennent des enjeux de plus en plus pressants alors que l'humanité a atteint les 7 milliards d'individus. Comment ces questions affectent-elles la transformation des perceptions des réalités macroéconomiques alors que nous entrons dans la seconde décennie du XXI^{ème} siècle ?

Juste avant que la crise économique actuelle ne commence, j'avais suggéré qu'il pouvait y avoir synthèse entre la macroéconomie keynésienne et le genre de macroéconomie écologique qu'Herman Daly appelait de ses vœux dès les années 90 (Daly, 1991a and b, 1996):

Keynes ne se préoccupait pas de questions de durabilité écologique, mais avec notre perspective actuelle en cette première décennie du XXI^{ème} siècle, il semble certainement raisonnable d'inclure la dégradation écologique au rang des "énormes tares" du système économique. L'application de programmes ambitieux pour l'investissement social et la redirection de la macroéconomie vers l'objectif de durabilité seront essentielles pour la préservation du système économique au XXI^{ème} siècle. Toutefois, ceci exigera une rupture avec la macroéconomie conventionnelle. (Harris, 2009)

Afin d'explorer comment cette synthèse est possible, il est essentiel d'examiner d'abord la vision primordiale de Keynes qui concerne les *causes* des perturbations économiques telles que récessions et dépressions, avant même d'en considérer leurs solutions politiques. Keynes bien sûr rejetait la notion classique que le système aurait soit disant une tendance automatique à s'équilibrer autour d'un optimum de plein-emploi, basé sur les ajustements de prix et de salaires. Mais l'élément-clé de son explication n'est pas, contrairement à ce que l'on croit souvent, l'existence d'imperfections du marché et de rigidité des prix. Ces facteurs peuvent jouer un rôle mais l'argument central de Keynes n'est pas là. Ce qu'il s'efforce de mettre en lumière, bien que cela ait échappé à plusieurs de ses futurs disciples et promoteurs, c'est l'instabilité inhérente de l'investissement, qui est causée par l'incertitude de la relation entre présent et avenir.

Les théories de l'efficacité du marché dépendent de l'idée d'information parfaite sur les conditions du marché – qu'il n'est généralement pas possible d'observer même pour ce qui est du présent. Mais l'information parfaite à propos du futur est par définition impossible. C'est ce qui conduit à l'émergence de bulles, de boom et de crash, de périodes d'optimisme ou de pessimisme tout aussi irrationnels l'un que l'autre. Les investissements actuels sont basés sur les prix courants et les espérances en l'avenir. Mais les espérances fluctuent et peuvent être déçues amèrement. Les variations de l'investissement qui en résultent peuvent générer des cycles de la demande agrégée qui s'auto-renforcent, conduisant à des longues périodes soit d'expansion soit de dépression. D'où découle le besoin clair d'une intervention gouvernementale pour stabiliser l'économie au travers de politiques contra-cycliques fiscales et monétaires.

Ici encore il existe un parallèle intéressant avec une question centrale de l'économie écologiste. Un des points essentiels dans la gestion des ressources est l'inaptitude des incitations de marché à répondre aux exigences de conservation des ressources sur le long-terme. De la même manière, les mécanismes de marché sont impuissants à traiter des problèmes d'accumulation des polluants dont les impacts s'accroissent avec le temps. Ces questions de gestion des ressources et de pollution de l'environnement sont passées du statut de préoccupations spécifiques et circonscrites, à celui d'enjeux mondiaux d'échelle macro, que ce soit dans le domaine du changement climatique mondial, dans celui de l'effondrement des ressources halieutiques, ou encore de la dégradation des aquifères, entre autres problèmes majeurs. Ainsi, il est évident que, même si les marchés peuvent plus ou moins répondre aux questions d'allocation efficace des ressources dans le court-terme, ils ne peuvent qu'échouer dans l'équilibrage de considérations d'efficacité de court-terme (de nature statique) avec celles de long terme (de nature dynamique). Un des rôles évidents de la politique gouvernementale est de prévenir la surexploitation et la dégradation des ressources et d'en assurer la durabilité de long-terme ainsi que de préserver les équilibres écologiques.

Si la crise macroéconomique actuelle oblige à reconsidérer l'approche minimaliste de l'intervention gouvernementale qui a caractérisé la théorie standard néo-classique reposant sur une croyance sacro-sainte en la supériorité du marché sur tout autre mécanisme, alors il est nécessaire de prendre en compte à la fois l'approche keynésienne traditionnelle et la critique écologique de l'économie. Une révision pourrait ressembler plus ou moins à ceci :

L'instabilité inhérente du système économique d'une part, ainsi que l'incompatibilité entre le fonctionnement de l'économie de marché et l'impératif de durabilité écologique d'autre part, ont toutes deux pour conséquence que les économies nationales ainsi que l'économie mondiale sont vulnérables et susceptibles d'être soumises à des fluctuations économiques majeures, et de subir des dégradations irréversibles de la base environnementale essentielle à l'activité économique. Cette réalité impose une intervention étatique forte pour stabiliser les systèmes économiques et préserver les fonctions écologiques essentielles des écosystèmes.

L'examen des options politiques appropriées montre que l'intervention monétaire n'est pas suffisante. Alors que les politiques de la Banque Centrale peuvent dans une certaine mesure amortir et estomper les fluctuations économiques, elles ont des limites inhérentes. Une de ces limites est connue sous le nom de “trappe à liquidité” comme l'a appelée Keynes – l'incapacité des banques centrales à faire baisser les taux d'intérêts plus bas que 0%, ou de mobiliser des réserves monétaires supplémentaires déployées pour créer une expansion de la demande agrégée. Une démonstration actuelle de ce phénomène est décrite dans un article récent du New York Times intitulé “en période d'incertitude, les banques regorgent de liquidité”.¹

Une autre limitation majeure de la politique monétaire est son incapacité à créer directement des emplois et à diriger les investissements vers des objectifs écologiquement sains.

¹ “In cautious times, banks flooded with cash” – selon cet article “les banquiers ont un drôle de problème ces temps-ci: ils regorgent de cash. D'habitude, dans un environnement plus sain et robuste, le flux des dépôts devrait être utilisé pour financer de nouveaux projets d'investissements pour les entreprises, et des achats de logement pour les ménages. Mais dans l'économie fragile d'aujourd'hui, l'argent ne travaille pas à stimuler la croissance.” (New York Times, October 25, 2011).

Pour toutes ces raisons, la politique fiscale est essentielle et doit cibler les objectifs de plein emploi, d'équité sociale et de durabilité écologique. La politique monétaire doit être utilisée pour faciliter ces interventions fiscales ciblées et pour promouvoir les objectifs monétaires de liquidité adéquate et de stabilité des prix.

En tant que description des principes fondamentaux de la théorie et de la pratique macroéconomique, le paragraphe précédent serait jeté au rang de l'hérésie par le consensus économique tel qu'il régnait jusqu'à récemment.² Mais, comme nous l'avons vu, ce consensus est maintenant largement remis en question, et peut-être même défunt. Cela crée les conditions d'émergence d'une nouvelle sorte de macroéconomie – qui serait à la fois un retour à "l'ancienne" macroéconomie fondée sur les principes keynésiens traditionnels ainsi que la création d'une "nouvelle" macro qui rendrait compte des réalités écologiques du XXI^{ème} siècle. Cela donne l'occasion de revisiter les problèmes majeurs de l'économie contemporaine, y compris les inégalités croissantes de revenus et de richesse, l'insuffisance des investissements en infrastructures, la dépendance aux combustibles fossiles, et les impacts négatifs de la croissance économique sur l'environnement.

Cette approche révisionniste ne fournit pas de réponse définitive à la question de savoir s'il est nécessaire de limiter la croissance économique et quand cette limite sera atteinte – selon le concept "d'échelle macroéconomique optimale" défini par Herman Daly. Cependant, elle offre un cadre qui permet de penser cette question comme une question macroéconomique. Daly fut le premier à parler de la nécessité de conduire l'économie vers un état stationnaire, il y a près de quarante ans (Daly, 1973), mais son approche n'a jamais été prise au sérieux dans les cercles économiques conventionnels. Il faut également citer, parmi les ouvrages précurseurs, "L'Economie et le Vivant", de René Passet qui a introduit dans la littérature économique francophone la réflexion sur les limites de la sphère économique par rapport à la biosphère et sur la nécessité de courber la croissance vers un état d'équilibre stationnaire (Passet, 1979). Une macroéconomie revue et corrigée prendrait donc en compte la possibilité d'un état stationnaire mais il demeure de nombreuses questions à résoudre lorsqu'on utilise ce terme – que recouvre-t-il et à quoi ressemblera la transition d'une macroéconomie orientée vers la croissance à une macroéconomie de l'équilibre stationnaire ?³

Une révision de la théorie keynésienne

Dans plusieurs articles, j'ai proposé qu'il serait utile d'envisager la demande agrégée selon une nouvelle décomposition, afin de mieux appréhender les alternatives aux trajectoires actuelles de croissance économique (Harris, 2007, 2009). De manière spécifique, les trois secteurs principaux selon lesquels se décompose la demande agrégée, la consommation, l'investissement et les dépenses de l'Etat, peuvent être subdivisés en sous-secteurs représentant

² Pour un manuel de macroéconomie qui propose d'examiner cette vision aux marges de l'économie conventionnelle, voir Goodwin et al, 2009.

³ Pour une discussion plus poussée sur ce point, voir Harris, 2010.

les biens matériels, les services, les investissements qui sont intensifs en ressources ou qui conservent les ressources, et les investissements en capital humain et naturel.

L'idée est que l'on peut alors distinguer entre les agrégats macroéconomiques qui devraient être strictement limités – la consommation et l'investissement intensifs en ressources, et les investissements intensifs en énergie – et ceux qui pourraient continuer à croître au cours du temps sans conséquences destructrices pour l'environnement. Ces derniers comprendraient les larges secteurs économiques de la santé, de l'éducation, de l'activité culturelle, et des investissements visant à conserver les ressources et l'énergie. La conclusion est qu'il existe bien assez de place pour une croissance économique axée sur ces secteurs, mais sans croissance du flux énergie-matière (throughput⁴) qui sous-tend l'économie, et avec une décroissance significatives de la partie de ce flux qui est la plus dommageable et destructrice, celle liée aux combustibles à forte intensité en carbone.

Une décomposition des catégories macroéconomiques dans cette perspective révisée ressemblerait à peu près à ceci⁵:

C_{bn} = consommation de biens non-durables et de services intensifs en énergie

C_s = consommation de services intensifs en capital humain⁶

C_{bd} = investissement des ménages en biens de consommation durables

I_{me} = investissement en capital manufacturé et intensif en énergie

I_{mc} = investissement en capital manufacturé qui conserve l'énergie

I_n = investissement en capital naturel⁷

I_h = investissement en capital humain

G_{bn} = consommation du gouvernement en biens non-durables et en services intensifs en énergie

G_s = consommation du gouvernement en services intensifs en capital humain

G_{me} = investissement du gouvernement en capital manufacturé intensif en énergie

G_{mc} = investissement du gouvernement en capital manufacturé conservant l'énergie

G_n = investissement du gouvernement en capital naturel

G_h = investissement du gouvernement en capital humain

⁴ “Throughput” est un terme introduit par Herman Daly, et se réfère aux processus combinés d'intrants de ressources naturelles et de rejets de déchets dans l'environnement.

⁵ Les catégories et les équations qui suivent sont adaptées de Harris (2009).

⁶ Dans les comptabilités du PIB, le terme “services” se réfère à une large palette d'activités y compris la santé, l'éducation, les services d'information, ainsi que les services de transports et d'entretien. Ici nous avons divisé les services en des catégories plus intensives en énergie comme les transports et des catégories plus intensives en capital humain comme l'éducation.

⁷ Le concept de ‘capital naturel’ a été promu par les économistes écologistes afin de mettre l'accent sur l'importance pour la production économique et pour le bien-être des populations humaines, de conserver la bonne santé des écosystèmes et le renouvellement des ressources naturelles. L'investissement dans le capital naturel préserve et améliore les fonctions de conservation et de reproduction des écosystèmes – par exemple, la conservation des forêts, des marécages, et la reconstruction des sols.

Ces catégories sont conceptuelles, et ne correspondent pas aux catégories actuelles des comptabilités nationales. Elles sont cependant en phase avec la littérature abondante sur le développement durable et la nécessité de rendre les comptabilités nationales plus "vertes", en faisant de la même manière la distinction entre les catégories du PIB qui sont socialement et écologiquement bénéfiques ou néfastes. Parmi les publications les plus récentes dans ce domaine, on notera le rapport commandé par le Président de la République Française, Nicolas Sarkozy, à la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, comprenant une quinzaine d'économistes de renom international dont plusieurs Prix Nobel d'Economie (dont Joseph Stiglitz, qui a présidé la Commission, Amartya Sen, Kenneth Arrow entre autres).⁸

Ainsi l'équation de base de l'équilibre macroéconomique peut être revue de la manière suivante:

$$(1) Y = C + I + G + (X - M)$$

$$(2) Y = [C_{bn} + C_s + C_{bd}] + [I_{me} + I_{mc} + I_n + I_h] \\ + [G_{bn} + G_s + G_{me} + G_{mc} + G_n + G_h] + (X - M)$$

Alors que les principes écologiques imposent des limites sur C_{bn} , I_{me} , G_{bn} , et G_{me} , les autres termes de l'équation peuvent croître au cours du temps sans impact négatif significatif sur l'environnement, et de fait avec un effet positif dans le cas du capital naturel ou de l'investissement dans la conservation de l'énergie.⁹ L'équation peut être réarrangée pour distinguer entre les agrégats macroéconomiques que l'on cherche à limiter, et ceux dont on veut promouvoir la croissance:

$$(3) Y = [C_{bn} + I_{me} + G_{bn} + G_{me}] \\ + [C_s + C_{bd} + I_{mc} + I_n + I_h + G_s + G_{mc} + G_n + G_h] \\ + (X - M)$$

Pour satisfaire le critère de durabilité, les termes figurant dans le premier membre de l'équation entre crochets devraient être stabilisée ou réduits au cours du temps, mais les termes figurant dans le second peuvent connaître une expansion. Ces catégories sont sensibles à plusieurs types de politiques de l'Etat, et donc des options différentes sont disponibles pour obtenir les résultats voulus. En ce qui concerne les termes des dépenses du gouvernement, ils font clairement partie du domaine de la politique fiscale (on reviendra sur ce point plus loin). Les catégories de l'investissement sont sensibles à différents types d'impôts et d'autres incitations,

⁸ Cette Commission s'est réunie d'Avril à Septembre 2008 et avait pour mission de développer une « réflexion sur les moyens d'échapper à une approche trop quantitative, trop comptable de la mesure de nos performances collectives » et d'élaborer de nouveaux indicateurs de richesse, prenant en compte des mesures de bien-être et de durabilité écologique.

⁹ Tous les services n'ont pas des effets négligeables sur l'environnement, mais beaucoup de services tels que l'éducation et la santé ont des impacts significativement plus faibles que la production de biens. Cette formulation suppose également que l'investissement en capital naturel est géré avec sagesse; par exemple, le remplacement de la forêt naturelle avec de la forêt de plantation ne compterait pas comme un investissement en capital naturel.

ainsi qu’à la possible provision préférentielle de crédit à certains secteurs. Les catégories de consommation peuvent être aussi affectées par les politiques fiscales, en particulier par une taxe carbone ou d’autres taxes équivalentes qui font monter le prix des combustibles fossiles et de tous les biens et services intensifs en combustibles fossiles. Les subventions ou les crédits d’impôts pour des activités favorisées auront aussi des effets sur la consommation.

En ce qui concerne le terme du commerce extérieur, qu’on a laissé ici sous sa forme traditionnelle, il serait certainement possible de le décomposer en des catégories d’importations et d’exportations de même nature que dans la décomposition précédente. Il est plus ardu cependant de concevoir des politiques commerciales qui puissent avoir un impact sur ces agrégats. Par exemple, si ce que l’on a gagné d’un côté en réduction d’émissions grâce à une production “verte” est perdu d’un autre côté à cause de la consommation de produits importés de pays où ils ont été produits avec une empreinte écologique plus élevée, alors on doit instaurer des tarifs à la frontière ou bien on doit mettre en place une coordination internationale afin de prévenir des phénomènes de “fuites”.¹⁰

Sans entrer dans les ramifications entraînées par cette question, on peut simplement noter que les politiques commerciales devront venir en complément des politiques keynésiennes écologistes nationales. Il est probable que ceci exigera une révision significative des grandes lignes directrices de l’Organisation Mondiale du Commerce qui jusqu’à présent empêchent de prendre en compte des considérations écologiques dans les politiques commerciales.

Le Keynésianisme vert et la crise actuelle

L’une des interprétations de la crise qui a commencé en 2007-2008 est que l’économie mondiale a d’une certaine manière atteint les limites de la croissance. Cette perspective a été présentée par des analystes tels que Richard Heinberg (Heinberg, 2011). Heinberg résume sa thèse en ces termes:

La croissance économique telle que nous l’avons connue s’en est allée et ne reviendra plus jamais. La croissance dont nous parlons relève de l’expansion de la taille de l’économie et des quantités de flux d’énergie et de biens matériels qui la sous-tendent. La crise économique qui a commencé en 2007-2008 était à la fois prévisible et inévitable, et elle marque une rupture fondamentale et permanente avec les décennies qui l’ont précédée – une période durant laquelle la plupart des économistes ont adopté la vision irréaliste qu’une croissance économique perpétuelle était nécessaire, souhaitable et atteignable. Il existe bel et

¹⁰ On définit les fuites comme une augmentation des émissions d’un pays qui sont le résultat d’une réduction d’émissions par un autre pays. Voir par exemple :
<http://ideas.repec.org/p/oec/ecoaaa/242-en.html>
http://en.wikipedia.org/wiki/Carbon_leakage
<http://web.mit.edu/newsoffice/2011/carbon-leakage.html>

bien des frontières fondamentales et infranchissables à l'expansion économique, et le monde est en train d'entrer en collision avec elles. (Heinberg, 2011, p. 1-2).

Le problème avec cette explication, c'est qu'elle ne distingue pas entre deux types très différents de causes d'arrêt de la croissance. Une de ces causes repose sur des limites écologiques et cet argument est très familier à tous ceux qui ont suivi le débat soulevé par l'économie écologiste depuis que Daly a introduit l'idée de limites macroéconomiques fondamentales. Sa manifestation la plus pressante aujourd'hui, comme je l'ai souligné, relève des impacts du changement climatique mondial :

La dissonance cognitive entre d'une part les avertissements des scientifiques sur les effets potentiellement catastrophiques d'une continuation des émissions de gaz à effet de serre, et d'autre part les réalités politiques et sociales d'un accroissement continu de ces émissions, définit LE problème économique essentiel du XXIème siècle. La croissance économique peut-elle continuer en même temps que l'on réduit les émissions de carbone ? (Harris, 2009, p. 169)

L'autre cause possible des limites de la croissance sont financières. Selon Heinberg :

Les perturbations financières sont dues à l'incapacité de nos systèmes monétaires, bancaires, et à l'investissement de s'ajuster à la rareté des ressources et aux dommages écologiques croissants – et à leur incapacité (dans le contexte d'une économie décroissante) à éponger les montagnes de dettes privées et publiques qui se sont accumulées depuis une vingtaine d'années. (Heinberg, 2011, p. 2-3)

Mais la crise financière de 2008, et la dette européenne de 2010-2011, n'ont rien à voir avec des problèmes de rareté des ressources ou de limites écologiques. Bien qu'il soit vrai que la gestion de la dette privée et publique soit une question centrale de ces crises, il ne semble pas qu'il y ait eu une quelconque dimension écologique à la bulle de l'investissement immobilier et à la récession qui s'ensuit et qui a causé et accentué la dette aux Etats-Unis et en Europe. L'échec de la reprise de la croissance n'est pas non plus causé par des facteurs environnementaux. Il est vrai que les prix du pétrole et autres biens de consommations ont augmenté depuis 2006 mais ces tendances n'ont pas continué après 2008, ces prix ayant généralement baissé à la suite de la récession.

Les causes réelles d'une croissance anémiée ou d'une récession "à double creux"¹¹ sont à chercher dans la sphère financière. Le système bancaire des Etats-Unis ne s'est pas remis de la crise de 2007-2008, et le crédit est demeuré serré en dépit des efforts de la Réserve Fédérale de le relancer. Tant que les mesures prises par la Fed ne seront pas accompagnées par des politiques fiscales expansionnistes, leur efficacité sera limitée (comme nous l'avons noté plus haut, c'est un cas de "trappe à liquidité" Keynésienne). En Europe, le problème a eu davantage à voir avec une volonté politique erronée, en particulier l'obstination à s'en remettre à des choix d'austérité et le refus de la Banque Centrale Européenne de fournir suffisamment de crédit pour permettre aux pays les plus endettés de se rétablir, et par là-même à créé les conditions d'un cercle vicieux de déclin économique et d'accroissement des problèmes de dette.

¹¹ Récession caractérisée par une première chute du produit intérieur brut suivie, après une reprise avortée, d'une rechute plus profonde.

Ces problèmes et leurs remèdes ont été depuis longtemps décrits par l'analyse keynésienne. Afin de redémarrer une économie prise dans le marasme de la récession, la formule keynésienne consiste en une combinaison de politiques fiscales et monétaires expansionnistes. Aux Etats-Unis, l'Administration Obama a poursuivi ce type de politiques en 2009-2010 mais l'expansionnisme fiscal a été brutalement interrompu quand les Républicains l'ont emporté au Congrès aux élections législatives de mi-terme en 2010. A partir de ce retournement, seules les politiques monétaires ont été mobilisées pour lutter contre la récession. En Europe, un excès de contraction fiscale et monétaire mal inspiré a menacé de replonger le continent dans la récession (à partir de la fin 2011). Ainsi, les raisons de l'échec de la reprise de la croissance économique proviennent d'approches politiques défailtantes autant que du prolongement des dommages financiers causés par l'effondrement des investissements effectués sans régulation et dans l'excès de la pratique d'emprunt à effet de levier, dans l'immobilier et d'autres secteurs..

Ceci ne veut pas dire que les problèmes environnementaux n'ont pas d'importance. Mais leur impact se fait sentir surtout sur la dégradation de la qualité des écosystèmes plus que sur la limite de la croissance économique. Il y a de bonnes raisons de soutenir l'argument que la croissance économique, ou tout au moins la croissance du flux énergie-matière qui la sous-tend, *devrait* être limitée afin de prévenir tout dommage écologique supplémentaire, surtout en ce qui concerne le changement climatique (Victor, 2008; Jackson, 2009; Harris, 2009 et 2010). Il est également probable que la demande en ressources naturelles de la Chine, de l'Inde, et d'autres économies à forte croissance, seront la cause d'une augmentation des prix du pétrole et autres ressources naturelles, au point que la croissance en sera négativement affectée. Mais étant donné le manque général de politiques d'internalisation des externalités écologiques par les prix, au travers de taxes carbone et autres mécanismes, le fait est que le système économique est à l'heure actuelle insensible aux dommages écologiques et que les contraintes environnementales ne posent pas encore de limites à la croissance dans la plupart des cas.

Du point de vue de l'analyse d'un Keynésianisme écologiste, la distinction entre limites financières et limites environnementales à la croissance, est cruciale. Si les politiques keynésiennes peuvent en effet offrir une route alternative faisant sortir de la stagnation économique et du chômage de masse, alors il est vital de mettre en œuvre de telles politiques. Ainsi que de nombreux analystes l'ont mis en évidence, les coûts sociaux et politiques d'un chômage de forte ampleur et de longue durée sont considérables non seulement en termes de pauvreté et de destitution mais aussi en perte de capital humain et en risques d'effondrement politique et de montée en puissance de l'intolérance et de forces anti-démocratiques, poussées par la voix de leaders démagogues. L'expérience des années 30 a montré qu'en l'absence de politiques keynésiennes créant des emplois, telles que le New Deal de Roosevelt, les démocraties s'effondrent, balayées par des régimes totalitaires.

Mais si les problèmes environnementaux ne sont pas la cause immédiate de la crise, le risque est grand néanmoins que les solutions apportées aux problèmes de récession et de chômage seront la cause d'un accroissement des pressions sur l'environnement. Un retour à la croissance économique standard, même s'il était possible, augmentera la demande en combustibles fossiles, en minéraux, en ressources en eau, etc..., causant des dommages écologiques encore plus importants et accélérant le changement climatique. Ainsi il est nécessaire soit de s'engager dans un autre type de croissance soit de s'adapter à une situation de croissance faible ou proche de zéro. Comment cela peut-il être compatible avec la résolution du problème du chômage ?

Le Keynésianisme vert dans la pratique

Un Keynésianisme orienté vers les questions environnementales s'appuiera surtout sur les politiques fiscales. Comme nous l'avons noté plus haut, les politiques monétaires expansionnistes sont essentielles pour sortir de la récession mais elles ne disposent pas des outils permettant de discriminer entre catégories du PIB bénéfiques ou néfastes à l'environnement. Les politiques fiscales peuvent, elles, être ciblées, comme le montre l'exemple récent du "stimulus package", politique engagée par l'Administration Obama en 2009-2010. Ces mesures étaient en partie dirigées vers des dépenses publiques traditionnelles telles que l'entretien des routes, mais une part significative du stimulus (environ 71 millions de dollars) a été allouée à des objectifs d'investissement écologiquement pertinent, qui se sont ajoutées à des mesures fiscales de 20 millions de dollars en taxes et incitations à visée environnementale.¹²

Le bénéfice de telles politiques est double en ce qu'elles promeuvent à la fois l'emploi et une transition vers des formes d'économies écologiquement durables. En termes de catégories de PIB telles qu'elles ont été définies plus haut, ces mesures politiques encouragent les catégories bénéfiques à l'environnement, au travers de l'investissement public et privé. Par exemple, le programme de stimulation a temporairement quadruplé les dépenses des Etats-Unis sur la recherche et développement dans les énergies propres, et l'on peut anticiper qu'une augmentation permanente des dépenses de cette amplitude aurait des bénéfices de long terme considérables dans la promotion d'une transition énergétique efficace et durable.

L'énergie n'est d'ailleurs pas le seul secteur qui puisse bénéficier de dépenses ciblées. Les investissements dans l'éducation et le développement de capital humain est une des formes les plus productives d'investissement. Le programme de stimulus a permis d'éviter des licenciements d'enseignants ainsi que d'autres coupes budgétaires dans l'éducation; malheureusement, à partir de 2010, ces politiques fiscales ont été largement éliminées et il en a résulté de nombreux licenciements d'enseignants dans les différents Etats. Est-ce que de telles coupes sont compréhensibles dans une période où le taux de chômage s'élève à 9%? Il est certain qu'un programme qui *accroîtrait* l'emploi dans l'enseignement et fournirait des incitations aux jeunes d'entrer dans cette carrière professionnelle aurait bien plus de sens.

Un exemple européen de politiques keynésiennes écologistes s'observe au Portugal, qui s'est engagé dans une transition impressionnante menée par le gouvernement, de remplacement des combustibles fossiles par des énergies

¹² Ces mesures comprennent les dépenses effectuées dans les immeubles des services fédéraux et de la défense, pour améliorer l'efficacité énergétique (8.7 milliards de dollars); les investissements dans les infrastructures de réseaux de distribution de l'électricité « intelligents » (11 milliards); les aides aux gouvernements des Etats pour la conservation de l'énergie (6.3 milliards); la protection contre les intempéries (5 milliards); la recherche sur les énergies renouvelables et sur l'efficacité énergétique (2.5 milliards); les aides pour l'avancement de la manufacture des piles (2 milliards); les garanties aux prêts pour les projets d'énergie solaire et éolienne (6 milliards); les infrastructures de transports publics et de chemins de fer de grande vitesse (17.7 milliards); les mesures d'assainissement et de rétablissement des écosystèmes (14.6 milliards) et la recherche sur l'environnement (6.6 milliards). Voir "U.S. Economic Stimulus Package includes Billions for Energy and Environment," http://environment.about.com/od/environmentallawpolicy/a/econ_stimulus.htm

renouvelables, avec un accroissement du pourcentage d'électricité d'origine renouvelable dans le réseau électrique de 17% en 2005 à 45% en 2010.¹³ Cette transition a comporté une modernisation de l'ensemble du réseau de distribution d'électricité et le développement du parc d'éoliennes et de centrales hydroélectriques, d'un coût de 22 milliards de dollars. Le Portugal récupèrera une partie de ces investissements grâce aux crédits-carbone de l'Union Européenne et, ayant évité des importations de gaz naturel, fera des économies de 2.3 milliards par an. Cependant, l'obstination actuelle des dirigeants européens à s'en tenir exclusivement à des politiques d'austérité, rendra moins probable ce type de politiques favorables à l'environnement et génératrice d'emplois, malgré leurs avantages dans le long terme. Cela pose la question de savoir si le Keynésianisme écologiste est viable d'un point de vue fiscal. Quelles sont les limites des politiques d'expansion “vertes” ?

Les limites possibles du Keynésianisme vert

(1) Déficits et dettes

Le contrepoids principal s'opposant aux politiques expansionnistes keynésiennes comme solutions aux récessions provient des questions relatives aux déficits et à la dette. La forme la plus extrême de cet argument est représentée par l'affirmation néo-classique que les dépenses déficitaires de l'Etat ne sont pas capables de stimuler l'économie – elles ne font que remplacer les dépenses privées. Ceci semble être réfuté dans la pratique par l'expérience de la politique de stimulus de 2009-2010, qui a clairement aidé à remplir le fossé qui ne cessait de se creuser dans la demande agrégée à la suite de l'effondrement de 2008. Selon une analyse récente de Alan Blinder et Mark Zandi, l'action politique agressive de la FED (y compris les investissements écologiquement pertinents présentés plus haut) ont “probablement évité ce qui aurait pu s'appeler la Grande Dépression 2.0 . . . sans la réponse du gouvernement, le PIB en 2010 aurait pu être de 11.5% plus bas à ce qu'il a été, il y aurait pu avoir 8.5 millions d'emplois en moins, et le pays serait en pleine déflation à l'heure actuelle.”¹⁴

Une préoccupation plus réaliste vient du fait que l'accroissement des déficits publics et de la dette peuvent éventuellement conduire à l'inflation, ou à des crises des dettes souveraines telles que celles connues par les pays européens. Il est certain que les pays ne peuvent pas continuer indéfiniment à accroître leur dette. Mais dans les périodes de récession, les politiques expansionnistes peuvent réussir en fait à diminuer les dettes de long-terme grâce à la reprise de l'emploi et à la croissance des revenus de l'impôt qui en est généré. Comme le souligne Paul Krugman : “Supposons que le gouvernement emprunte de l'argent pour l'achat de choses utiles comme de nouvelles infrastructures. Le coût social véritable en sera faible car ces dépenses font travailler des ressources qui seraient sinon inemployées (et permettent à des agents privés endettés de payer leurs dettes)... l'argument selon lequel la dette ne peut pas éponger la dette est tout simplement faux.” (Krugman, 2011)

¹³ “Portugal Gives Itself a Clean-Energy Makeover,” *New York Times* August 10, 2010.

¹⁴ Blinder and Zandi, 2010.

Dans une large mesure, la crise de la dette des pays européens qui s’est propagée, provient de la réticence de la Banque Centrale Européenne à financer la dette, ce qui permettrait aux acteurs endettés de se rétablir. Au lieu de cela, les politiques “d’austérité” rendent la dette plus difficile à gérer et menacent de créer de graves défauts de paiements et des catastrophes financières.¹⁵ Dans une situation de crise et de possible effondrement économique, les arguments moraux justifiant le refus de récompenser des comportements imprudents, doivent passer au second plan face à l’urgence de rétablir la santé économique et le plein emploi – ce qui peut être atteint seulement au travers de politiques expansionnistes fiscales et monétaires. Les dangers d’une telle approche – surtout une montée de l’inflation – semblent bien faibles en comparaison de ceux d’un déclin économique massif et généralisé, peut-être à l’échelle de la Grande Dépression, qui pourrait résulter de l’inaction.¹⁶

De la même manière, aux Etats-Unis, une trop grande attention portée à la réduction de la dette empêche un soutien nécessaire, au travers d’une politique de stimulus, à une économie qui demeure encore fragile. Comme en 1947, un retrait des dépenses fédérales motivé par une volonté d’obéir à la prudence fiscale, pourrait bien plonger l’économie dans une récession “à double creux”. Bien que la gestion des dépenses, l’accroissement des revenus, et le rétablissement de l’équilibre budgétaire, soient tous des objectifs de long-terme tout à fait valables, la “perspective du trésorier” comme l’appelait Keynes, poussant à un équilibrage du budget, est, pendant une période de récession, potentiellement désastreuse – et fait empirer les problèmes de la dette sur le long-terme. Au lieu de cela, le gouvernement doit emprunter l’épargne excédentaire et la faire travailler de manière à ce qu’elle puisse générer une croissance de long-terme des revenus. La distinction entre objectifs de court terme et objectifs de long terme de la gestion de la dette, est vitale – et la nécessité dans le long terme de garder la dette à un niveau gérable est aussi consistante avec le Keynésianisme écologiste, comme nous allons le voir plus loin.

(2) Les limites écologiques à la croissance

L’argument de court-terme en faveur des déficits réside dans le besoin de croissance pour générer à la fois de l’emploi et des revenus. Mais les économistes écologistes insistent sur le fait qu’on ne peut croître indéfiniment, et qu’on ne peut donc compter sur la croissance pour rembourser la dette. Il est indéniable qu’il existe des limites de long terme à la croissance. Mais cela est vrai essentiellement de la croissance du flux énergie-matière (croissance en énergie, en ressources, et en flux de déchets qui en résultent). Il y a amplement place pour de la croissance dans les services, le capital humain, l’infrastructure relative à l’environnement, les énergies renouvelables, et d’autres secteurs bénéfiques pour la société et les écosystèmes. Dans de nombreux cas, ces formes de croissance sont intensives en main d’œuvre, et sont créatrices d’emplois plus nombreux. Par exemple, l’agriculture biologique demande plus de main d’œuvre que l’agriculture productiviste, hautement mécanisée et dépendante d’intrants chimiques, et la transition de la seconde vers la première serait favorable à l’emploi.

¹⁵ “Les peurs des allemands en matière d’inflation empêchent toute mesure ambitieuse face à la crise de la dette,” “German Fears about Inflation Stall Bold Steps in Debt Crisis,” *New York Times* Dec. 2, 2011.

¹⁶ “New Reports Warn of Escalating Dangers from Europe’s Debt Crisis,” *New York Times* Nov. 28, 2011.

Dans le long terme, les contraintes écologiques seront telles que les sociétés devront s'adapter à une économie d'état stationnaire (Daly 1991b, 1996). Mais qui parle d'un état stationnaire avec 9% de chômage? Il est essentiel de promouvoir la croissance de l'emploi et comme l'a souligné Peter Victor, les institutions régulant le marché du travail pourraient encourager une semaine plus courte ce qui permettrait d'atteindre un emploi plus élevé avec moins de ressources et de flux d'énergie (Victor, 2008).

Si la réduction de la dette devenait à un certain point une question majeure pour l'économie, il y aurait plusieurs options qui seraient consistantes avec l'approche du keynésianisme écologiste. La boîte à outils des politiques keynésiennes comprend des mesures de contraction autant que d'expansion de l'économie, et celles-ci peuvent être adaptées à des fins environnementales, surtout grâce à des taxes placées sur des "maux" écologiques ou sur les segments les plus riches de la population. De telles politiques peuvent inclure : la réforme des services de santé pour limiter la croissance non nécessaire des dépenses de santé et des coûts administratifs ; une taxe carbone avec abattement partiel par tête pour générer des revenus tout en induisant une transition des énergies fossiles vers les énergies renouvelables et tout en préservant une approche équitable tenant compte des différences de revenus; des taxes plus élevées sur les ménages à hauts revenus et sur les gains en capital (élimination des avantages fiscaux de l'ère de Bush par exemple, qui comblerait plus de la moitié des déficits projetés des Etats-Unis).¹⁷

La limite écologique la plus pressante est liée au changement climatique et demande une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre (Harris, 2009). En théorie il n'existe pas d'obstacle à la réduction de carbone par l'imposition de taxes carbonées de plus en plus élevées, ou de taxes équivalentes (Ackerman et Stanton, 2011). Les revenus provenant des taxes carbone ou des permis à émettre mis aux enchères, peuvent être utilisés pour une variété d'objectifs, y compris un abattement par tête pour promouvoir l'équité en termes de revenus et éliminer l'aspect régressif d'une taxe sur l'énergie (voir Boyce et Riddle, 2009); des subventions pour la recherche et développement, l'énergie renouvelable, et l'efficacité énergétique (dont bénéficient aussi indirectement les consommateurs à bas revenus au travers de la réduction des coûts de l'énergie); ou simplement une réduction du déficit si cela est considéré comme une priorité. Des coûts énergétiques plus élevés résultant d'une taxe carbone poseraient une contrainte sur la croissance traditionnelle et intensive en énergie, mais n'affecteraient pas de manière significative les services ou les investissements en capital humain, et encourageraient les investissements dans l'efficacité énergétique et les énergies alternatives.

(3) Les obstacles politiques

Le principal obstacle à la mise en œuvre de politiques keynésiennes écologistes n'est ni économique ni environnemental et n'a rien à voir avec les déficits et dettes. Il est essentiellement politique et provient de la perception erronée que l'action gouvernementale est le problème et non pas la solution. Aux Etats-Unis, cette conception prend la forme d'une croyance en la fable

¹⁷ Kathy Ruffing et James R. Horney, "Economic Downturn and Bush Policies Continue to Drive Large Projected Deficits," Center on Budget and Policy Priorities, May 10, 2011 <http://www.cbpp.org/cms/?fa=view&id=3490>

suivante: le stimulus engagé par l’Administration Obama aurait “échoué” et les contribuables seraient en train de payer un lourd tribut pour le plan de sauvetage de Wall Street. Cette croyance (fortement encouragée et soutenue par des économistes conservateurs¹⁸) a été largement responsable du retournement politique de l’élection de mi-terme de 2010 qui a amené les Républicains à prendre le contrôle du Congrès ce qui a entraîné par la suite une politique focalisée sur la réduction du déficit et sur les coupes budgétaires du gouvernement. Mais cette croyance ne colle pas avec les faits.

Comme nous l’avons noté plus haut, le programme de stimulus économique a permis de sauver ou de créer environ 8.5 millions d’emplois (Blinder et Zandi, 2010). Pour un coût total de 787 milliards de dollars en dépenses fédérales et en diminutions d’impôts, cela revient à un coût de 92.000 dollars par emploi. Cependant ce chiffre est surévalué puisque le plan de stimulus a aussi servi à payer des investissements dans des infrastructures qui sont porteuses de bénéfices de long-terme (dont une part substantielle, comme nous l’avons noté plus haut, relève d’investissements “verts”). Si l’on considère ce qu’aurait pu être l’alternative, une cascade d’effets multiplicatifs négatifs poussant les Etats-Unis et le monde dans une dépression désastreuse – on peut dire que même à ce coût, le stimulus a été une bonne affaire. Le fait qu’il n’ait pas été suffisamment important pour vaincre tous les effets négatifs de l’effondrement de 2008 renforcera plutôt la thèse qu’on devrait avoir davantage de stimulus et non pas moins, bien que la persistance du chômage soit trompeuse en conduisant beaucoup de gens à conclure, à tort, que le stimulus a échoué.

Même le plan de sauvetage (“bailout”) des banques et des industries, malgré ses défauts majeurs, s’est avéré un bon investissement. Jusqu’à présent, les contribuables n’ont pas payé un centime pour le stimulus ni pour le plan de sauvetage. En fait, les impôts ont diminué de manière significative, et sont aujourd’hui à l’un des niveaux les plus bas depuis les années 50. La plupart de l’argent du plan de sauvetage a été repayé ; le gouvernement a même fait un profit.¹⁹ Le plan de sauvetage de l’industrie automobile a permis de sauver de la dépression l’Etat du Michigan ainsi que presque toute l’industrie américaine, et son coût final s’est avéré presque nul (74 millions de dollars sur les 86 millions consentis avaient déjà été repayés à la mi-2010).²⁰

Ainsi, les slogans politiques peuvent être erronés du point de vue économique. Il est bien sûr vrai que les politiques fiscales du gouvernement peuvent s’accompagner de certains gaspillages et inefficacité. Mais la perception que l’action gouvernementale est nécessairement néfaste empêche de répondre de manière adéquate aux crises tant économiques qu’écologiques. En outre, la réaction allergique qui est suscitée dans le public américain au seul mot de taxes (sauf s’il s’agit de les diminuer) constitue une lourde contrainte entravant toute politique fiscale pertinente. Vaincre ces obstacles politiques peut s’avérer difficile. Mais les économistes ne

¹⁸ Voir par exemple Allan H. Metzler, “Four Reasons Keynesians Keep Getting It Wrong,” *Wall Street Journal*, Oct 28, 2010. Metzler affirme que “les dépenses du gouvernement ont échoué à générer une reprise économique ... plus d’un milliard de dollars de dépenses par les administrations Bush et Obama ont conduit l’économie vers le marasme avec un chômage au-dessus des 9%” et il recommande un programme de coupes budgétaires.

¹⁹ “As Banks Repay Bailout Money, U.S. Sees a Profit,” *NYT* Aug 30, 2009.

²⁰ “Government could recoup most of auto bailout funds,” *Detroit Free Press*, July 25, 2010

devraient pas cautionner la vision pessimiste que nous sommes démunis face aux crises économiques, à la récession et à la dette. Une combinaison bien conçue de politiques fiscales et monétaires est porteuse de grands potentiels pour répondre à la fois au chômage et aux priorités écologiques incluant la réduction des gaz à effets de serre. Nous avons besoin d'étendre et non pas de restreindre la boîte à outil keynésienne pour répondre à cette nouvelle donne du XXIème siècle combinant les questions économiques et écologiques.

Les politiques pour le plein-emploi, la stabilisation du climat, et l'équilibre écologique

A quoi ressemblerait une politique keynésienne visant à la fois des objectifs économiques et écologiques? Il existe plusieurs options, en voici quelques possibilités :

- Accroissement de l'embauche dans le secteur public: enseignants, police, personnel d'entretien des parcs et espaces naturels, etc.
- Constructions immobilières publiquement financées mais effectuées par des entreprises privées
- Accroissement des dépenses publiques de R&D avec accompagnement de l'investissement dans l'éducation, en particulier au niveau universitaire (de même que l'aventure du “Sputnik” a stimulé l'éducation scientifique dans les années 50).
- Réalisation d'investissements majeurs dans le secteur des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, financés part des fonds publics pour partie et pour partie au travers d'incitations fiscales pour l'investissement privé
- Investissement dans les transports en communs
- Taxe carbone ou équivalent (avec des quotas vendus aux enchères et des maxima à ne pas dépasser)
- Recyclage des revenus des taxes carbonées dans l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les abattements progressifs
- Investissements dans les infrastructures – chemins de fer à grande vitesse, transports publics, bâtiments construits selon des procédés écologiquement durables
- Mise en œuvre de standards d'efficacité énergétique pour les automobiles, les équipements, les immeubles
- Crédit préférentiel ou subventions pour les investissements efficaces en énergie
- Réforme financière et instauration d'une nouvelle régulation des marchés financiers incluant une version moderne de l'acte Glass-Steagall (un antécédent keynésien) mettant les comptes courants des clients des banques à l'abri de pratiques boursières risquées.

Et au niveau international:

- Un fonds d'investissement global pour les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (du type de la Banque Mondiale mais ayant pour cible la réduction de l'empreinte carbone)
- Des marchés de permis à polluer avec maxima, pour toutes les économies industrialisées, et des crédits carbonés pour les pays en développement, où les rôles de l'agriculture et des ressources forestières sont pris en compte
- Transferts de technologies en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, avec des dispenses pour les pays les moins développés d'appliquer les règles

de propriété intellectuelle ou les règles contraignantes de l'Organisation Mondiale du Commerce en matière de subventions

- Encouragement du microcrédit dans les secteurs de production locale d'énergie solaire, éolienne, de la préservation des écosystèmes, etc.

Cette liste de politiques ne se veut pas exhaustive, mais elle suggère les contours d'une approche neuve et plus optimiste des politiques économiques. De même que l'analyse keynésienne a permis de briser le cercle apparemment fatal de la Grande Dépression, une vision keynésienne renouvelée et "écologique" peut aider à sortir de la spirale infernale des problèmes de stagnation économique, de crise de la dette, et des menaces environnementales mondiales que nous devons affronter aujourd'hui.

Cette nécessaire réorientation théorique et politique demande à ce que l'on s'éloigne de la vision étroite qui a jusqu'à récemment caractérisé la science économique. Les outils sont connus et disponibles, s'inspirant à la fois de la tradition historique keynésienne et de la vision moderne de l'économie écologiste, pour nous guider vers de nouvelles réponses sociales qui peuvent mobiliser à la fois les forces du capital humain et les technologies, afin de répondre aux problèmes économiques, sociaux et environnementaux. La difficulté principale ne repose pas dans les défis pratiques, aussi larges soient-ils, mais dans la volonté à vaincre les habitudes prises par une pensée limitante tant dans le domaine de la théorie économique que de sa mise en œuvre politique

Jonathan Harris est Directeur du Programme de la Théorie et de L'éducation au Global Development And Environment Institute. Il a obtenu son Ph.D à l Boston Université. Toutes questions ou commentaires sur ce document de travail peuvent être adressés à Jonathan.Harris@tufts.edu

Bibliographie

Ackerman, F. and E.A. Stanton (2011) *Climate Risks and Carbon Prices: Revising the Social Cost of Carbon*, Report for the Economics for Equity and the Environment Network, <http://www.sei-us.org/publications/id/399>.

Boyce, James K., and Matthew Riddle (2009), "Cap and Dividend: How to Curb Global Warming while Promoting Income Equity," Chapter 9 in Harris, Jonathan M., and Neva R. Goodwin (eds.), *Twenty-First Century Macroeconomics: Responding to the Climate Challenge*, Cheltenham, U.K. and Northampton, MA: Edward Elgar.

Blinder, Alan S. and Mark Zandi (2010), "How the Great Recession was Brought to an End," <http://www.economy.com/mark-zandi/documents/End-of-Great-Recession.pdf>

Daly, Herman E., ed. (1973), *Toward a Steady-State Economy*. San Francisco: W.H. Freeman.

Daly, Herman E. (1991a), "Elements of Environmental Macroeconomics," Chapter 3 in Robert Costanza (ed.), *Ecological Economics: The Science and Management of Sustainability*, New York: Columbia University Press.

Daly, Herman E. (1991b), *Steady-State Economics*. Washington, D.C.: Island Press.

Daly, Herman E. (1996), *Beyond Growth: The Economic of Sustainable Development*, Boston: Beacon Press.

Goodwin, Neva, Julie A. Nelson, and Jonathan M. Harris (2009), *Macroeconomics in Context*. Armonk, N.Y. and London, England: M.E. Sharpe.

Harris, Jonathan M. (2007), "Reorienting Macroeconomic Theory towards Environmental Sustainability," Chapter 2 in John M. Gowdy and John D. Erickson (eds.), *Frontiers in Ecological Economic Theory and Application*. Cheltenham, U.K. and Northampton, MA: Edward Elgar.

Harris, Jonathan M. (2009), "Ecological Macroeconomics: Consumption, Investment, and Climate Change," Chapter 8 in Harris, Jonathan M., and Neva R. Goodwin (eds.), *Twenty-First Century Macroeconomics: Responding to the Climate Challenge*, Cheltenham, U.K. and Northampton, MA: Edward Elgar. Also available as Tufts University Global Development and Environment Institute Working Paper #08-02 at http://www.ase.tufts.edu/gdae/publications/working_papers/index.html

Harris, Jonathan M. (2010), "The Macroeconomics of Development without Throughput Growth," Tufts University Global Development And Environment Institute Working Paper # 10-05, http://www.ase.tufts.edu/gdae/publications/working_papers/index.html

Heinberg, Richard (2011), *The End of Growth*. Canada, New Society Publishers.

Keynes, John M. (1964 [1936]), *The General Theory of Employment, Interest, and Money*, New York: Harcourt, Brace (original publication London: Macmillan).

Keynes, John M. (1930), "The Great Slump of 1930," London: The Nation & Athenæum, issues of December 20 and December 27, 1930 (First Edition).

Jackson, Tim (2009), *Prosperity without Growth: Economics for a Finite Planet*, London: Earthscan Publishing.

Krugman, Paul (2009), "How Did Economists Get it so Wrong?" *New York Times* Sept 2.

Krugman, Paul (2011), "Mr. Keynes and the Moderns," paper presented at Cambridge UK conference commemorating the 75th anniversary of the publication of *The General theory of Employment, Interest, and Money*.

Passet, René (1979), *L'Economie et le vivant*, Paris, Payot (première édition).

Stiglitz, Joseph ; Sen, Amartya, et Fitoussi, Jean-Paul (eds.) (Septembre 2008), Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf

Victor, Peter A. (2008). *Managing Without Growth: Slower by Design, Not Disaster*, Cheltenham, U.K. and Northampton, MA: Edward Elgar.

The Global Development And Environment Institute

GDAE is a research institute at Tufts University dedicated to promoting a better understanding of how societies can pursue their economic goals in an environmentally and socially sustainable manner. GDAE pursues its mission through original research, policy work, publication projects, curriculum development, conferences, and other activities. The “GDAE Working Papers” series presents substantive work-in-progress by GDAE-affiliated researchers.

We welcome your comments, either by email or directly to the author or to GDAE:
Tufts University, 44 Teele Ave, Medford, MA 02155; Tel: 617-627-3530; Fax: 617-627-2409; Email:
gdae@tufts.edu; Website: <http://ase.tufts.edu/gdae>.

Recent Papers in this Series:

- 13-02** [Green Keynesianism: Beyond Standard Growth Paradigms](#) (Jonathan M. Harris, February 2013)
- 13-01** [Climate Impacts on Agriculture: A Challenge to Complacency?](#) (Frank Ackerman and Elizabeth A. Stanton, January 2013)
- 12-07** [Poisoning the Well, or How Economic Theory Damages Moral Imagination](#) (Julie A. Nelson, October 2012)
- 12-06** [A Financial Crisis Manual: Causes, Consequences, and Lessons of the Financial Crisis](#) (Ben Beachy, December 2012)
- 12-05** [Are Women Really More Risk-Averse than Men?](#) (Julie A. Nelson, September 2012)
- 12-04** [Is Dismissing the Precautionary Principle the Manly Thing to Do? Gender and the Economics of Climate Change](#) (Julie A. Nelson, September 2012)
- 12-03** [Achieving Mexico's Maize Potential](#) (Antonio Turrent Fernández, Timothy A. Wise, and Elise Garvey, October 2012)
- 12-02** [The Cost to Developing Countries of U.S. Corn Ethanol Expansion](#) (Timothy A. Wise, October 2012)
- 12-01** [The Cost to Mexico of U.S. Corn Ethanol Expansion](#) (Timothy A. Wise, May 2012)
- 11-03** [Would Women Leaders Have Prevented the Global Financial Crisis? Implications for Teaching about Gender, Behavior, and Economics](#) (Julie A. Nelson, September 2012)
- 11-02** [Ethics and the Economist: What Climate Change Demands of Us](#) (J. A. Nelson, May 2011)
- 11-01** [Investment Treaty Arbitration and Developing Countries: A Re-Appraisal](#) (Kevin P. Gallagher and Elen Shrestha, May 2011)
- 10-06** [Does Profit-Seeking Rule Out Love? Evidence \(or Not\) from Economics and Law](#) (Julie A. Nelson, September 2010)
- 10-05** [The Macroeconomics of Development without Throughput Growth](#) (Jonathan Harris, September 2010)
- 10-04** [Buyer Power in U.S. Hog Markets: A Critical Review of the Literature](#) (Timothy A. Wise and Sarah E. Trist, August 2010)
- 10-03** [The Relational Economy: A Buddhist and Feminist Analysis](#) (Julie A. Nelson, May 2010)
- 10-02** [Care Ethics and Markets: A View from Feminist Economics](#) (Julie A. Nelson, May 2010)
- 10-01** [Climate-Resilient Industrial Development Paths: Design Principles and Alternative Models](#) (Lyuba Zarsky, February 2010)
- 09-08** [Agricultural Dumping Under NAFTA: Estimating the Costs of U.S. Agricultural Policies to Mexican Producers](#) (Timothy A. Wise, December 2009)

Voir la liste complète des documents de travail sur notre site web
http://www.ase.tufts.edu/gdae/publications/working_papers/index.html